

# A.C.I.R.E.Ph.

Association pour la Création d'Instituts de Recherche sur l'Enseignement de la Philosophie

## Clarifier les possibles

**Par Alain RENAUT (Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne et directeur de l'U.F.R. de philosophie)**

©Le Débat (numéro 101, septembre-octobre 1998)

Un universitaire n'est pas directement partie prenante de l'enseignement philosophique dispensé dans les lycées. Néanmoins, en charge d'une U.F.R. de philosophie comptant plus de mille cinq cents étudiants, je suis assez gros consommateur, si je puis dire, des élèves issus des classes terminales et je joue aussi un rôle de producteur de futurs collègues affrontant les rigueurs du Capes et de l'agrégation. C'est là un poste d'observation qui me semble permettre quelques constatations qu'aucun débat ne saurait aujourd'hui négliger sans perdre d'emblée tout contact avec la réalité.

Comme directeur de travaux de recherche, je vois revenir régulièrement dans mon bureau un nombre important de nos étudiants s'inscrivant en D.E.A. ou en thèse après leur réussite aux concours de recrutement et après quelques mois, voire quelques années d'enseignement au lycée. Force m'est de l'enregistrer : sans la moindre exception, tous les jeunes collègues qui viennent ainsi me revoir après une première expérience de l'enseignement au lycée me font alors le même récit, par lequel ils décrivent, avec certes des inflexions différentes, une situation toujours difficile à vivre, bien entendu, à des degrés divers, mais fortement problématique par rapport à ce que la formation reçue et les souvenirs du lycée leur faisaient attendre de la pratique de l'enseignement de la philosophie. Sur plusieurs dizaines d'étudiants dont, chaque année, je dirige ainsi, à la Sorbonne, les premiers travaux, je n'en vois pas un ne pas m'exprimer son embarras, ses doutes, ses interrogations, et ne pas me suggérer, après un quart d'heure de conversation, qu'il accepterait à n'importe quel prix, au sens propre comme au sens figuré, de sortir du lycée, fût-ce pour un emploi aussi provisoire et aussi mal rétribué qu'un poste d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R.).

On dira peut-être que je noircis le tableau et qu'en fait tout se passe remarquablement bien dans le meilleur des mondes philosophiques.

J'accepte volontiers, par tempérament comme par conviction, que l'on puisse avoir différentes appréciations d'une même situation, perçue sous des angles divers. Moi aussi, après tout, j'ai même rencontré parfois des professeurs de philosophie heureux. Reste que mon observation - les jeunes professeurs des lycées peuvent en témoigner - a néanmoins sa validité et qu'elle doit être intégrée dans ce que serait un état des lieux global. Comment ne pas être intrigué, en effet, par une expérience répétée qui concerne des étudiants souvent très motivés et reçus à des concours si difficiles ? Corrélativement, comment ne pas chercher à comprendre ce dont témoigne cette expérience, que je ne suis évidemment pas le seul à faire et qui renvoie tout de même à une situation de crise ? Comment, enfin - sauf à décréter d'avance que l'on ne saurait toucher à quoi que ce soit dans l'enseignement philosophique sans menacer la philosophie, donc la pensée, donc la République, donc la France, donc l'humanité comme telle, ne pas convenir que le temps est venu de chercher des remèdes susceptibles d'éviter à cette crise (entre autres conséquences) de prendre la forme, à plus ou moins brève échéance, d'une crise des vocations (que seule retarde l'état du marché de l'emploi) ?

Dans cette situation très particulière et inquiétante, il me semblerait d'autant plus regrettable qu'une crispation sur la positivité en vienne à interdire d'envisager ce qui doit être ou ce qui peut être. Des philosophes - puis-je ajouter : pour la plupart sincèrement démocrates ? - ont de bonnes et solides raisons de ne pas redouter la discussion, mais au contraire d'être attachés à l'existence et à la promotion possible, quand l'occasion nous en est donnée, d'espaces où les argumentations se peuvent confronter.

C'est dans cet esprit que, lors de la préparation du colloque " *Quel savoir enseigner dans les lycées ?* ", j'avais accepté d'organiser, avec Pierre-Henri Tavoillot, une journée nationale sur l'enseignement de la philosophie qui a rassemblé à Dijon, le 31 mars 1998, une soixantaine de participants. Je garde de cette journée le sentiment d'une réussite limitée : réussite, dans la mesure où beaucoup de préventions entre les partenaires institutionnels de cette discussion (Inspection générale de philosophie, syndicats d'enseignants, Conseil national des programmes, Association des professeurs de philosophie, Association pour la création d'instituts de recherche sur l'enseignement philosophique, etc.) ont été surmontées ; mais réussite limitée pourtant si, au-delà du simple fait qu'un clash possible, voire attendu, a pu être évité, le bilan devait se borner à constater qu'" ils en ont parlé " - puisque de fait, des difficultés présentes de l'enseignement de la philosophie, nous avons parlé, mais que, le relevé des accords et des désaccords ayant été dressé, le respect s'imposerait désormais du statu quo, au point que pourrait se faire de nouveau entendre l'antienne selon laquelle les professeurs seraient quasiment

unanimes à défendre les programmes actuels et les présupposés qu'ils véhiculent.

Je le dis tout net : un tel positivisme pédagogique, qui exprimerait la conviction qu'il n'y a plus, aujourd'hui, d'écart, dans la philosophie enseignée au lycée, entre le réel et l'idéal, ou entre l'être et le devoir-être, ne correspond en rien à la situation effective. S'il faut être plus clair encore : les techniques de fabrication de ce pseudo-consensus hyperboliquement conservateur sont trop connues et trop visibles, dans ce qui les apparente aux bonnes vieilles méthodes du centralisme démocratique, pour qu'il faille s'attarder longuement à une manière de présenter les données d'un problème qui n'a pour finalité que de masquer le problème lui-même et de retarder l'aggiornamento qu'exigerait sa solution. Pour de multiples raisons, y compris philosophiques, je ne crois pas que dans l'école telle qu'elle est aujourd'hui et, plus généralement, dans les sociétés démocratiques telles que nous les vivons, il y ait véritablement un seul lieu où la réalité et l'idéal soient parfaitement réconciliés : s'il existe donc, dans l'enseignement de la philosophie aussi, un décalage entre l'être et le devoir-être (dont témoigne notamment le vécu des " consciences malheureuses " que j'évoquais en commençant), il est probable aussi qu'il y a également, vis-à-vis de ce secteur de l'appareil éducatif, une pluralité de possibles sur l'évaluation desquels les partenaires de ce secteur ont parfaitement le droit de ne pas être d'accord entre eux dès lors qu'ils s'interrogent sur les moyens de résorber au moins une partie de ce décalage. J'ai pleinement conscience de rappeler ainsi des évidences, mais un certain discours dont je ferai peut-être un jour la genèse, mixte effarant d'autorité administrative et de bonne conscience pseudo-républicaine (je veux dire : dissimulant sous un républicanisme de façade et de parade un pur et simple corporatisme), a tellement cultivé en France, depuis une vingtaine d'années, le fantasme du complot ourdi contre la philosophie que tout désaccord sur les modalités de l'enseignement de cette discipline passe pour un délit contre l'ordre, sinon public, du moins républicain. Je souhaiterais pour ma part que puisse être prolongée la tentative de décrispation amorcée à Dijon le 31 mars pour rendre visible la pluralité des possibles aujourd'hui envisagés en vue de restructurer l'enseignement philosophique, pour légitimer le principe d'une telle pluralité (donc, le pluralisme de ce qui tient lieu, en la matière, de " conceptions du bien ") et pour convaincre toutes les parties prenantes que si le républicanisme éducatif a ses réflexes, le libéralisme pédagogique a ses valeurs - savoir qu'il n'est ni scandaleux ni grave d'être en désaccord, si nous le sommes, sur la chose qui, professionnellement et intellectuellement, nous paraît sans doute comme l'une des plus importantes du monde, et qui engage la

fécondité possible d'un enseignement de la philosophie dispensé dans notre pays à la très grande majorité d'une tranche d'âge. Ce pourquoi je crois devoir rappeler ici, de manière quelque peu narrative, quel est l'état réel de la discussion en cours sur l'enseignement de la philosophie au lycée et quels sont les enjeux de cette discussion.

Une mise au point me paraît nécessaire, tout d'abord, concernant l'état de la discussion sur les programmes. jouant son rôle d'instance consultative, le Conseil national des programmes a considéré que, en raison de son indétermination, un nouveau projet de programmes élaboré sous la présidence du professeur Dagognet et de l'Inspection générale de philosophie (Groupe technique disciplinaire) restait trop proche des anciennes formules (les programmes proposés répertorient une liste de notions et une liste d'auteurs) pour prendre en compte 1) les difficultés présentes et la nécessité, en vue d'y remédier, de modifications plus vastes, et 2) la perspective, pour la philosophie, de sortir de son isolement disciplinaire et de participer plus activement à l'élaboration de ce noyau commun de connaissances et de compétences qui correspond à la culture partagée par les lycéens, donc désormais par la majeure partie d'une tranche d'âge, au sortir du second degré.

À partir de cette position générale, dans plusieurs interventions, Luc Ferry, président du Conseil national des programmes, a défendu pour sa part une option particulière sur la question de savoir ce que devraient être, en philosophie, ces références communes : ainsi a-t-il suggéré que pourraient être proposées, à côté d'un programme de notions, certaines thématiques et problématiques d'histoire de la philosophie - mieux à même selon lui d'éviter, sur une partie du programme, le risque d'une totale hétérogénéité de traitement. je n'ai pas à revenir sur les arguments solides allant dans le sens de cette suggestion : Luc Ferry en rappelle, ici même, la teneur.

Tout en partageant l'essentiel de cette argumentation (notamment dans sa partie analytique), je suis personnellement, par expérience, plus réservé sur la possibilité de transmettre à un public aussi élargi des connaissances relevant de l'histoire de la philosophie. Aussi en suis-je venu à me demander si, sur cette question des contenus à réintroduire dans les programmes pour qu'ils soient moins formels et que l'enseignement de la philosophie s'intègre mieux dans la culture commune construite par les années de lycée, une autre option n'était pas envisageable : pourquoi ne pas proposer, à côté d'un programme de notions à la fois précisé et considérablement réduit, une liste révisable (par exemple tous les cinq ans par le Groupe technique disciplinaire) de quatre ou cinq problématiques clairement déterminées, correspondant à des champs d'interrogation

débordant l'espace philosophique, mais où la philosophie contemporaine est fortement présente ? Qu'il s'agisse de questions éthiques, ou des problèmes soulevés par certains bouleversements scientifiques qui convoquent le philosophe, ou des interrogations apportées aujourd'hui par les identités culturelles, voire par l'inscription de l'entité nationale dans des ensembles de plus en plus vastes (européen, mondial), on peut lister tous les cinq ans ces champs ou ces débats, et définir ainsi une partie du programme qui correspondrait à des contributions effectives de la philosophie à sa mission la plus propre - qui est, non de s'auto-engendrer, mais d'éclairer des prises de position contemporaines. En induisant de façon précise les thèmes auxquels seraient consacrées pour une part les heures d'enseignement, ces problématiques partagées dans la communauté philosophique mondiale garantiraient l'existence d'un certain contenu commun à toutes les classes, par-delà les choix personnels des professeurs. Elles permettraient en outre à la discipline enseignée d'échapper à la mythologie de la *philosophia perennis* et d'être moins coupée qu'elle ne l'est aujourd'hui (selon un paradoxe propre à la philosophie) du présent de la discipline elle-même, telle qu'elle se fait.

Ni les propositions de Luc Ferry ni les suggestions que je viens d'esquisser (qui ne sont nullement incompatibles) ne remettent en cause - est-il besoin de le dire ? - le choix d'un programme de notions assorti d'une liste d'auteurs, ni non plus, le moins du monde, la validité de la dissertation comme exercice permettant l'évaluation des compétences acquises au terme de l'enseignement de terminale. Simplement, comment ne pas voir aujourd'hui que ce programme de notions, s'il n'est pas limité et complété par une autre dimension possible et nécessaire de l'enseignement philosophique, est devenu si indéterminé qu'il induit, dans la classe de philosophie, des enseignements d'une infinie diversité et d'une inquiétante hétérogénéité ? L'existence, entre ces enseignements, d'un noyau commun de connaissances ou d'interrogations développées ne se trouve dans ces conditions nullement garantie - rendant ainsi particulièrement aléatoire en philosophie, comme tout le monde le sait, l'affrontement, au baccalauréat, d'une épreuve définie par des sujets nationaux. Le discours pseudo-républicain qui sacralise l'état de fait manifeste ici particulièrement son indigence philosophico-politique, tant il est vrai que, quelles qu'en puissent être les difficultés et les apories, un républicanisme authentique devrait se soucier avant tout de la formation d'une culture commune aux lycéens, à l'issue de leurs études secondaires : en raison de l'indétermination totale (plus forte qu'elle n'a jamais été) des programmes de philosophie, comment cette exigence ne serait-elle pas aujourd'hui délibérément sacrifiée, dans notre discipline, à une mythique liberté des professeurs - lesquels, eux, savent pertinemment, parce qu'ils l'enseignent à leurs

élèves, que la liberté authentique est, non pas l'indépendance de la liberté naturelle (sauvage), mais bien plutôt l'autonomie ?

Chacun pourra, bien entendu, récuser ces suggestions et trouvera dans le discours convenu de bonnes raisons de le faire. je n'ignore pas, en effet, qu'elles transgressent bien des tabous. Malgré ces obstacles, il m'est apparu urgent de manifester clairement qu'il y a là un autre possible (parmi d'autres encore) que celui dont on fait croire depuis si longtemps que s'arc-bouter sur sa défense consiste à défendre la philosophie elle-même contre vents et marées. Au-delà même des propositions, je tenais aussi à faire apparaître que, dans le débat actuel, accords et désaccords se concentrent en définitive sur la question de savoir quelle relation la philosophie enseignée au lycée doit entretenir avec la culture. Dans une situation où le vécu de l'enseignement de la philosophie est devenu matière à des interrogations souvent angoissées, aussi bien du côté des élèves que du côté des professeurs, la reconduction pure et simple des formules anciennes ne va plus de soi : la philosophie enseignée au lycée ne gagnera rien à se couper de tout ce dont elle a tendance à considérer que, pour se sauver, il lui faut absolument le poser hors d'elle - qu'il s'agisse de la production philosophique mondiale telle qu'elle se développe aujourd'hui ou de la culture comme ensemble des savoirs. La plus grande atteinte susceptible d'être portée à l'enseignement de la philosophie serait sans doute désormais, une telle coupure ayant été créée, de paralyser toute réflexion sur son devenir : une pseudo-défense (contre qui ?) et une pseudo-résistance (à quoi ? Que l'on ne dise pas, par pitié, sans pouvoir y croire soi-même : les sciences humaines !) peuvent aussi, en se fondant sur la conviction illusionnée qu'il n'est pas d'autre possible que le réel, contenir en germe le principe d'une autodestruction.